

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-rodéo-militaire-securite-privee-contrôle-au-ciné-ema-credit-social-made-in-France.html>



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdites, au ciné, flics armés dans les trains, crédit social...



Date de mise en ligne : jeudi 13 janvier 2022

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les élections approchent, les flics sont encore plus bichonnés que d'habitude par les aspirants de droite au pouvoir.

Bientôt davantage de flics et d'auxiliaires flics civils ou privés que d'habitants (sans compter les caméras, drones et futurs robots) ?

L'éducation nationale n'est pas encore assez formatrice (au sens de formatage), **proposons un stage d'un mois renouvelable, chaque année, dans la police ou la gendarmerie, pour tous les jeunes dès la 6e.** Ainsi ils seront bien dans le moule, et ça fera de la main d'oeuvre gratos pour surveiller tous les potentiels emmerdeurs qui ne marchent pas assez droits. Macron va kiffer grave cette idée.

On fait bien croire aux jeunes à longueur d'année que la France est une démocratie, pourquoi on ne leur ferait pas gober que le système policier est avec nous, qu'il nous protège utilement contre les martiens et les virus ?

Pass partout, démocratie nulle part !

On n'arrête pas le progrès, même pas besoin d'une vraie dictature pour subir des mesures dictatoriales, c'est génial la république !



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Apprendre la peur et la soumission dès l'enfance

Sécurité privée et privatisation de la police

[Sécurité privée et privatisation de la police](#) - Enquête à Milipol

« La sécurité ne peut se faire, globalement, qu'avec la participation des acteurs du privé », les conférenciers de la dernière édition du salon Milipol ne pouvaient être plus explicites.

Marginale et décriée au début du XIXe siècle, la sécurité privée est aujourd'hui composée de 175 000 agents, dépassant les effectifs de la police nationale et devenant ainsi un maillon essentiel de la sécurité intérieure de l'État. À l'aune de la Coupe du monde de rugby 2023 et des JO 2024, vitrines et paroxysmes des déploiements sécuritaires, cet article propose de décrypter la place que la sécurité privée occupe désormais dans notre quotidien, de son origine à nos jours, et le futur radieux qui semble lui être réservé.

« La sécurité est la première des libertés »

C'est sur cette phrase que Gérard Darmanin a clôturé, il y a quelques semaines, la conférence inaugurale de la 22e édition de Milipol, le plus important salon de la sûreté et de la sécurité intérieure des États. Un événement d'envergure mondiale - une soixantaine de délégations étrangères étaient présentes - aux 30 000 visiteurs, qui viennent à 41 % du secteur public et à 59 % d'acteurs du privé. Le cycle de conférences de l'événement est organisé en grande partie par l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI), dont l'activité principale est de délivrer des formations aux hauts cadres du secteur public - procureurs et préfets - et, là aussi, du privé.

(...)

Les années 1970-1980, imprégnées par les transformations économiques et sociales des trente années dites glorieuses, ont eu pour effet d'engendrer de nouvelles formes de propriétés et de consommation (parcs d'attractions, stades de foot géants, supermarchés, magasins de luxe, usines, centres commerciaux, etc.), et ainsi de créer de nouveaux besoins sécuritaires. Et les problèmes qui vont avec.

Il y a d'abord eu le décès en 1972 de Pierre Overney, un militant ouvrier maoïste licencié de son entreprise, abattu par un agent de sécurité de l'usine Renault. Il y aura ensuite la mort de Pierre Lemaître à la veille de Noël 1981, un sans-abri roué de coups par un agent de protection (!) d'une société de gardiennage. On peut également citer l'affaire dite de l'« opération du commando des Camemberts d'Isigny » qui verra 120 hommes, menés par un ancien parachutiste, séquestrer 24 heures durant 131 ouvriers dans une usine pour « récupérer » un stock de fromages retenu par les grévistes.

(...)

Intégrés, moralisés, surveillés, il ne manquerait plus que les agents soient armés pour renforcer leurs capacités d'intervention.

Ce sera chose faite avec la loi relative à la sécurité publique du 28 février 2017. Dans un silence médiatique assourdissant, ce texte acte, sans le rendre obligatoire, le principe « d'exercice de certaines d'activités de sécurité avec le port d'une arme ». Les armes de catégorie D (tonfa et aérosol lacrymogène) peuvent à présent être utilisées, tout comme celles de catégories B (revolver calibre 38 ou arme de poing 9 mm).

Si ces lois permettent de créer un boulevard commercial et opérationnel pour le secteur, c'est aussi et surtout l'actualité qui renforce le besoin en agents. Le drame des attentats de 2015 a ainsi eu notamment pour effet d'augmenter sensiblement l'utilisation des forces de sécurité privée dans les espaces publics. Et le besoin sécuritaire ne se résume pas à la seule menace terroriste. Le cocktail explosif de crise sanitaire, économique, sociale et climatique de ces 24 derniers mois est à prendre en compte dans la dynamique sécuritaire actuelle.

Il s'avère par ailleurs intéressant de noter que dans un contexte de pression budgétaire des finances publiques, l'utilisation de ces ressources privées s'accroît, car elles coûtent en moyenne moins cher que l'utilisation des forces étatiques. L'une des raisons qui justifient cette différence de coût est liée à l'ultracompetitivité du milieu qui pousse les prestataires à tirer les prix vers le bas : il existait 11 976 entreprises recensées par l'observatoire des métiers de la sécurité privée en 2019.

(...)

Car les effectifs sont colossaux : il existe actuellement 250 000 policiers nationaux et gendarmes en service, auquel il faut ajouter environ 23 000 policiers municipaux. Sans oublier les 36 000 réservistes de la police et de la gendarmerie nationale, les 8 000 ASVP ou encore les 10 000 militaires de la mission sentinelle. Si l'on intègre les agents de sécurité privée (environ 175 000), l'État est donc assis sur un effectif potentiel d'environ un demi-million d'individus pour gérer sa sécurité intérieure.

(...)

Moralisée, intégrée, contrôlée, protégée, alimentée, organisée, la sécurité privée n'a jamais paru autant en harmonie avec les forces de répression régaliennes.

Mais qu'en est-il sur le terrain ?

Qu'en pense la population et quels sont les impacts actuels et potentiels sur nos libertés ?

(...)

Quand les agents de police municipale, ceux de la SUGE (Service de la sûreté ferroviaire) du GPSR (métro

parisien) ou du GPIS (Groupement parisien interbailleurs de surveillance), voire les agents de sécurité privée lambda, se trouvent en première ligne, ils sont confrontés à des situations qui relèvent parfois plus du maintien de l'ordre que de la surveillance préventive. Dans ces circonstances, et dans l'attente d'éventuels renforts leur permettant de passer le relais, ils peuvent être amenés à faire usage de la force et à se repositionner dans un registre qui déborde leur cadre d'intervention initial.

(...)

La question est aussi de savoir qui va protéger la population de ces 175 000 individus, parfois armés, répartis dans des milliers d'entreprises.

(...)

Tous ces chiffres rappellent que les politiques de sécurité publique restent absentes de l'espace démocratique. Si l'État semble vouloir garder la main sur ces questions, l'influence du secteur privé et la dépendance à ses services posent une question fondamentale : une société privée cherche-t-elle en priorité à réaliser du profit ou à servir l'intérêt général ?

Cette simple question, appliquée au cas du député Jean-Michel Fauvergue - mandaté par le Premier ministre pour dessiner la nouvelle doctrine d'emploi des forces de sécurité privée - s'impose : dix mois après avoir remis son rapport à sa hiérarchie, cet ancien patron du RAID créera sa propre entreprise de conseil et de formation en... management et sécurité.

(...)

- ▶ Voir aussi sur Ricochets : [La députée LREM drômoise Alice Thourot adepte de la répression policière et des entreprises de sécurité privée](#) - Surveillance et répression policière : davantage de pouvoirs et de business pour la sécurité privée !



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Même les psys

SURVEILLER ET PUNIR

ï Une nouvelle banderole du collectif Black Lines dans les rues de Paris ce samedi, alors que le gouvernement annonce un « Pass vaccinal », un contrôle numérique des corps, comme le Pass Sanitaire, mais qui mettra à mort socialement des millions de personnes.

ï Le principe même de ce pass est vertigineux et ne concerne pas que les non-vaccinés : à chaque nouvelle "dose", les droits et libertés d'une personne pourront être suspendus numériquement, du jour au lendemain, sur décision d'un conseil de défense, tant que la personne ne sera pas de nouveau vaccinée.

ï Aujourd'hui ce pass numérique qui classe les êtres humains en catégories différenciées et instaure une restriction

des droits fondamentaux s'impose au nom de la pandémie, mais il faudrait être aveugle pour ne pas comprendre que, dès demain, ce contrôle concernera tous les détails de nos vies quotidiennes. Les cauchemars de Michel Foucault sont largement dépassés.



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Surveiller et punir

Œ LYON : POURSUIVIS POUR UNE PEINTURE

► Liberté d'expression -

Lyon : la ville est connue pour les violences d'extrême droite qui s'y déroulent régulièrement, en toute impunité. Pourtant, les autorités s'acharnent à réprimer les mouvements sociaux et antifascistes. Au mois de juillet, deux militants peignent une fresque en hommage à Carlo Giuliani, un jeune manifestant tué par la police italienne 20 ans plus tôt à Gênes, en juillet 2001. Une peinture, en hommage à un défunt, sur un mur autorisé.

Les peintres sont contrôlés, convoqués au commissariat, et placés en cellule pendant 36 heures ! Ils ressortiront sous contrôle judiciaire renforcé, en attendant un procès en décembre. Ils sont jugés pour « outrage et dégradation en réunion ». L'outrage parce qu'il y avait écrit ACAB et dégradation pour avoir peint sur un mur d'expression libre pour les graffeurs.

Ce procès a eu lieu hier. La procureure a demandé 1500e euros d'amende pour chacun pour « dégradation », alors qu'il s'agissait d'un mur d'expression libre, et relaxe pour l'outrage.

Les personnes jugées ont lu un texte devant les magistrats :

« Mes camarades nous rendions hommage à un militant italien assassiné par la police à Gênes en 2001. Nous sommes apparemment coupables d'outrage et de dégradation en réunion d'après une appréciation floue de la police municipale qui nous a contrôlés ce jour là. Le parquet suivra.

Notre histoire et notre présence ici reflètent un sentiment d'impunité que possède la police française, car ils attaquent notre liberté d'expression. Et pourtant notre intention était de réunir les gens pour un hommage à Carlo.

C'est bien Brassens qui chantait je cite : « Dès qu'il s'agit d'rosser les cognes, Tout l'monde se réconcilie »

L'expression artistique sur ce mur en hommage à une personne décédée a été profanée le lendemain par la police municipale de Lyon qui s'en est vantée sur Twitter.

Pourtant rien ne les outrageait, ni d'appel à la haine, nos anciens du Rap français, le groupe NTM chantaient je cite « Police machine matrice d'ercevelé mandaté par la justice » et maintenant le film sur leur vie passe au festival de

Cannes, acclamé par la bourgeoisie.

Donc je n'ai pas à me défendre aujourd'hui mais plutôt je dénonce avant tout, les violences policières et les crimes policiers et je continuerai à le faire tant qu'il n'y aura pas de justice pour les vraies victimes. Si j'avais su que pour une fresque artistique je me retrouverai sous contrôle judiciaire et en procès j'aurais écrit "gare au gorille" ».

Le délibéré est fixé au 28 janvier 2022.

Plus d'infos : Groupe Antifasciste Lyon et Environs



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... 36 h de GAV pour une fresque impertinente

- CALAIS : RODÉO MILITAIRE DEVANT UN CAMP D'EXILÉS, UN VÉHICULE VIGIPIRATE EMBOURBÉ

- Cinquième armée du monde, septième compagnie -

La société française est devenue un absurdistan autoritaire, l'actualité ressemble à un mélange entre un épisode de Groland et une dystopie.

A Calais ce dimanche, des militaires sont venus s'amuser devant un camp d'exilés avec leur grosse voiture. Alors que des êtres humains survivent dans des conditions infernales, par un temps glacial, sous des tentes, à la merci des expulsions policières, des soldats viennent les narguer en faisant un rodéo.

Le journaliste Louis Witter, qui couvre l'actualité dans cette zone, raconte la scène et diffuse la vidéo des faits : « un véhicule militaire de Vigipirate est venu ce matin faire du drift et des pointes de vitesse sur l'un des campements d'exilés de la ville, avant de s'embourber. A plusieurs reprises, le véhicule occupé par des militaires armés est passé dans les flaques et devant les tentes sur ce terrain vague à la sortie de Calais où vivent environ 500 personnes. Tout ça pour finir sa course embourbé dans la boue du campement. Les militaires sont sortis avec leurs armes du véhicule en attendant quelqu'un pour les dépanner. Avant d'appeler un plus gros camion ils ont demandé, un peu emmerdés, « Vous avez pas des pelles ? »

La voiture utilisée pour le rodéo portait un flochage vigipirate, donc théoriquement destinée à l'antiterrorisme, et une immatriculation militaire. Les hommes sortis du véhicule portaient des armes de guerre. Finalement, il aura fallu

l'arrivée de renforts, l'aide des exilés et un poids-lourd pour sortir la voiture de la boue. Le journaliste signale même eu une altercation entre des CRS, nombreux sur zone, et soldats : « Les militaires viennent de s'embrouiller avec les CRS parce que des personnes exilées sont en train de creuser en tongs dans la boue pour sortir la voiture de là alors que les policiers ne bougent pas d'un pouce ».

Tout est tristement grotesque dans cette histoire. Des forces répressives et armées suréquipées, qui s'amusent pendant que des hommes et des femmes vivent l'enfer. Une armée qui se considère comme « exemplaire », et dont les soldats font des rodéos. Le sentiment d'impunité totale des individus qui portent un uniforme et sont grassement rémunérées par l'Etat.

Tout aussi ubuesque : le début de polémique qui entoure cette histoire. Le ministère des armées a promis des « sanctions ». Pourtant, les nombreux néo-nazis repérés dans l'armée française n'ont jamais été sanctionnés, ni les crimes des troupes hexagonales en Afrique. De même, la police qui harcèle, gaze et détruit les tentes des exilés n'est pas inquiétée non plus. Sombre farce.



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Rodéo de militaires devant des exilés en galère

“ ARGENT MAGIQUE : DES VOITURES DE COURSE POUR LA GENDARMERIE

« Découvrez les nouvelles Alpine A110 de la Gendarmerie. 26 modèles d'Alpine A110 vont être livrés aux équipes rapides d'intervention de la gendarmerie. Des véhicules puissants fabriqués en France pour adapter les moyens d'action de nos gendarmes face aux délinquants. »

C'est le tweet du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, qui pose avec un petit visage satisfait à côté d'un des véhicules, dans la cour de son ministère. Une « Alpine » monte à 100 km/h en 4 secondes, peut rouler à 250 km/h, et coûte la modique somme de 58 500Euros par voiture. Sans les options ni le flocage. Une commande pour plus d'1,5 million d'euros, qui s'inscrit dans une série de cadeaux faits aux forces de l'ordre, et d'acquisitions répressives : 89 nouveaux blindés pour 56 millions d'euros, 600 « SUV 5008 » pour la police, pour 20 millions d'euros, des centaines de nouveaux drones, des milliers de grenades, des LBD ...

Le ministère de l'Intérieur a même rallongé son budget d'1 milliard d'euros cette année, alors même que l'hôpital public s'effondre et que l'éducation est en crise. Argent magique, seulement pour maintenir l'ordre capitaliste.



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Les gendarmes font vroom vroom

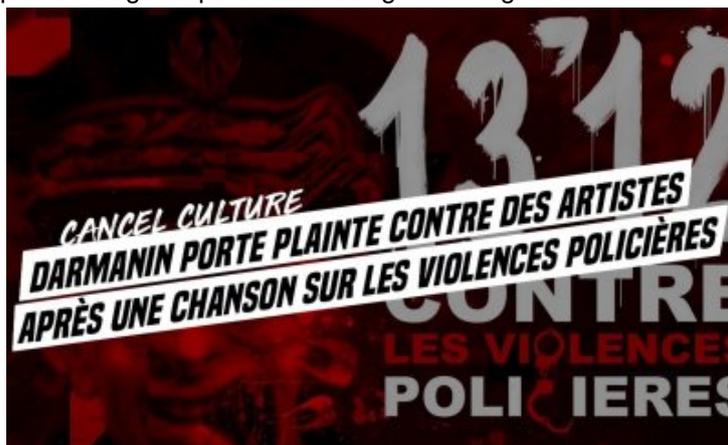
NANTES, PARIS : ÉTAT POLICIER, PARTOUT, TOUT LE TEMPS

Hier, l'équipe de foot de l'Algérie a gagné la « coupe arabe ». Quelques grappes de supporters se sont réunis dans certaines villes française, et ont été réprimés.

A Nantes, quelques dizaines de personnes ont fait un feu d'artifice Place de la petite Hollande. Face à cela, la préfecture a envoyé des dizaines et des dizaines de forces de l'ordre qui ont tiré un grand nombre de grenades lacrymogènes à proximité du CHU. Les transports en commun ont été bloqués une partie de la soirée. Des mesures délirantes et disproportionnées.

A Paris, les CRS ont chargé et matraqué sur les Champs-Élysées. Des drapeaux algériens ont été arrachés par la police.

En France, l'Etat policier est partout, tout le temps. Toute liesse, collective, toute joie sur l'espace public est réprimée. Et en particulier quand il s'agit de personnes d'origine étrangère.



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... La police n'aime pas Brassens ni les chansons impertinentes

PROCÉDURE JUDICIAIRE CONTRE DES ARTISTES APRÈS UNE CHANSON CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

- Cancel culture -

En France, la police a tous les droits : prendre une vie, mutiler, humilier, arrêter de façon arbitraire, obtenir toujours plus de moyens et de cadeaux. Elle a aussi le droit de faire taire celles et ceux, de plus en plus rares, qui la critiquent. Le ministère de l'Intérieur tente de poursuivre trois personnes qui ont chanté dans le morceau de rap « 13'12 contre les violences policières ». Voici le communiqué des artistes qui ont participé au morceau :

« Face aux innombrables violences policières et en solidarité avec les victimes et familles de victimes de violences policières, nous sommes 33 rappers-ses à avoir élevé la voix pour les dénoncer dans un morceau mêlant colère et cris d'alerte sous la forme d'un clip intitulé

13'12 contre les violences policières, paru sur internet le 13/12/2020 à 13h12.

Plusieurs d'entre nous avons depuis lors fait l'objet de plaintes déposées à ce sujet par Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, et avons été auditionné.e.s par la police :

; L'1consolable, accusé d'injure publique envers une administration publique. Extrait concerné : « [...]Tous les keufs sont des raclures [...] »

; Billie Brelok, accusée d'injure publique envers une personne dépositaire de l'autorité publique. Extrait concerné : « Eh, Darmanin, check bien ton reflet dans les flaques de pisser de ta vie de chien à puces. Ce monde t'a échoué par le trou de balle. T'es qu'un frotteur de bus. Un pointeur de plus[...] »

Ces plaintes constituent une atteinte inacceptable à notre liberté d'expression, visant tant à invisibiliser les violences policières et la manière dont elle font système, qu'à criminaliser les voix qui s'élèvent pour les dénoncer.

Nos mots, nous les avons choisis, nous les avons pesés, nous les avons élus parmi d'autres pour dire notre colère, et c'est un choix sans marche-arrière. Nous ne sommes disposé.e.s ni à nous taire, ni à nous excuser.

Menacés d'une amende de 12000Euros chacun, nous refusons de voir la liberté d'expression concédée en privilège à ceux qui auraient les moyens de se l'offrir. Il est inacceptable pour nous d'avoir à acheter nos propres paroles.

Mais plus encore de voir censurer et museler la dénonciation de l'abus de pouvoir exercé dans la violence policière systémique banalisée, comme dans la violence sexuelle normalisée -car il est aussi question de cela, dans la police comme ailleurs, et notre prise de position contre les violences policières est indissociable d'une prise de position anti-sexiste, mais aussi anti-raciste, anti-coloniale et anti-capitaliste.

Au cours des auditions nous avons appris que d'autres participant.e.s seraient convoqué.e.s pour être auditionné.e.s par la police à leur tour.

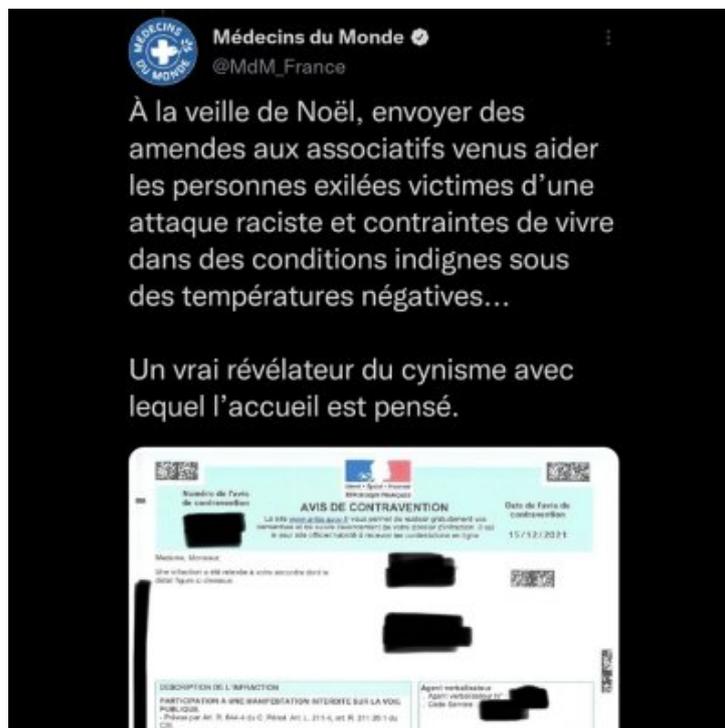
Notre but premier étant de soutenir financièrement les victimes et familles de victimes, le CD 13'12 contre les violences policières, dont les bénéfices des ventes leurs sont intégralement reversés avec l'aide de Désarmons-Les, est toujours disponible à la vente sur HelloAsso. Nous percevons donc aussi ces plaintes comme une offense indirecte de plus faite par M. Darmanin à ces victimes et leurs familles.

Le clip est toujours disponible en ligne ici : <https://youtu.be/sm3azYvsg5k>

Notre colère, son aplomb et sa détermination demeurent intacts. »

VII, Akeron, Aladoun, Assemblée des Blessés, Ben Akara (HPS), Billie Brelok, Démos (ACS), Désarmons-Les, Djamhellvice, E.One (Première Ligne), Erremsi, FI-How, Gaiden, Kaiman Lanimal, Kimo (Libres Ratures), K.Oni, Lili (Crew Z.1.D), L'1consolable, Mod EfoK, Monsieur M, Nada, Nodja, Ramata Dieng, Res Turner, Saïdou (Sidi Wacho), Saknes (La Jonction), Siren, Skalpel, Sly2, Source-media, Sticky Snake (L'Alerte Rouge), Temsis (ACS), Tideux, Turiano (HPS), Vies Volées, Ywill (La Jonction).

(posts de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Amendes vicelardes pour délit d'humanité

DIVERS

- [Les gendarmes contrôlent les passes en plein film, le cinéma de Châteaubriant décide de fermer](#) - À Châteaubriant, le cinéma Émeraude a décidé de fermer « jusqu'à nouvel ordre », jeudi 23 décembre, après avoir vécu deux contrôles de passes sanitaires, en pleine séance, par la gendarmerie. (...) 10 gendarmes qui pénètrent dans la salle, en pleine projection, font rallumer les lumières. Les spectateurs ont cru à un risque d'attentat (...)
- Médecins du monde : *À la veille de Noël, envoyer des amendes aux associatifs venus aider les personnes exilées victimes d'une attaque raciste et contraintes de vivre dans des conditions indignes sous des températures négatives...*
Un vrai révélateur du cynisme avec lequel l'accueil est pensé.
- [Le secret-défense de plus en plus utilisé par les services de police judiciaire](#) - La loi « renseignement » de 2015 permet à des entités comme la BRI d'utiliser des moyens d'enquête étoffés et couverts par un secret absolu, ce que les avocats dénoncent comme un « détournement de procédure ».
- [CRA : récit d'expulsion violente sans test PCR vers la Guinée](#) - « J'ai dit c'est toujours comme ça que vous ramenez les gens ? Ils m'ont dit c'est leur travail... j'ai dit non c'est vous qui faites ça vous-même ! »
Témoignage audio retranscrit d'une personne expulsée en Guinée (post coup d'État) à l'avant-dernier jour de période de rétention vers la Guinée. Encore un récit d'expulsion violente sans test PCR réalisée avec la complicité de Air France.

- [L'État français dans la surenchère sécuritaire depuis un quart de siècle - Toujours plus de flingues et de bagnoles : le "si vis pacem, para bellum" de l'Etat français](#)
- [Valérie Pécresse choisit la surenchère sécuritaire](#) - En déplacement en Provence, la candidate du parti Les Républicains à l'élection présidentielle de 2022 a ressorti le « Kärcher » de Nicolas Sarkozy, tentant ainsi de répondre aux propos d'Emmanuel Macron. (...) Se posant à l'inverse en « dame de faire » - son gimmick de campagne -, elle a promis les « grands moyens » pour « remettre de l'ordre » : ouverture de « centres de détention provisoire » dans des bâtiments désaffectés, construction de 20 000 places de prisons supplémentaires, simplification « drastique » de la procédure judiciaire, majorité pénale à 16 ans, recrutement de 3 000 juges, doublement du budget affecté aux équipements des forces de l'ordre... « Je ne veux plus de zones de non-droit, de non-France », a-t-elle lancé, en n'excluant pas de « faire intervenir en partie l'armée » pour des opérations de « sécurisation de zones » dans les quartiers. (...)
- [Harcèlement moral dans la police : « S'opposer à sa hiérarchie, c'est signer son arrêt de mort »](#) - « Libération » a rencontré cinq policiers se disant victimes d'un acharnement de la part de leurs supérieurs. Tous ont pour point commun d'avoir dénoncé des dysfonctionnements, s'attirant ainsi les foudres tant de leurs collègues que de l'institution.

4INHUMAIN 4

Dans le nord de Paris, en plein hiver, la police expulse et vole les tentes de personnes à la rue pour la 4e fois en 4 jours. Ces tentes ont été distribuées par des associations et financées par des dons citoyens.

Images Utopia 56 - [VIDEO](#)



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroum vroum, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Acharnement contre un gilet jaune, un de plus

% SAÏD, GILET JAUNE EN PRISON : L'ACHARNEMENT D'UN PROCUREUR.

Depuis jeudi dernier, Saïd, gilet jaune de la première heure, est placé en détention provisoire pour une bête erreur administrative.

On lui reproche le non respect de son contrôle judiciaire pour une attestation non reçue. Absurdité totale et acharnement judiciaire.

Ñ Acte I

Pour Saïd, 21 ans, tout commence par une première interpellation le 18 août à Vichy.

Les faits qui lui sont reprochés, ainsi qu'à deux autres militants : ils seraient les organisateurs de 4 manifestations anti pass non déclarées sur Vichy.

Malmené par un procureur clairement hostile qui lui indique qu'il veut en faire un exemple, Saïd ne sort pas indemne de ces 33 heures de garde à vue.

En attendant le procès prévu le 3 février 2022, il est placé sous contrôle judiciaire pendant 6 mois avec :

- ▶ l'obligation de pointer 2 fois par semaine au commissariat
- ▶ l'interdiction de manifester dans l'Allier
- ▶ l'interdiction de communiquer avec les 2 autres personnes suspectées du même délit
- ▶ l'interdiction de se rendre dans la ville de Vichy

Or Saïd suit une formation de manager sur Vichy. L'empêcher de s'y rendre c'est l'obliger à changer d'école et d'entreprise, ce que veut lui imposer le procureur. Mais moins inhumain, le juge des libertés et de la détention (JLD) lui accorde le droit de se rendre à Vichy une fois par semaine.

Ñ Acte II

Un mois plus tard, le 22 septembre, il est convoqué et placé en garde à vue une nouvelle fois.

Pendant sa première audition, il apprend que la cagnotte en ligne qu'il a lancée est la raison de sa rétention. Il aurait eu le droit d'en créer une pour régler ses frais d'avocat, mais pas pour régler ses amendes.

Après une seconde audition, Saïd sort au bout de 3 heures avec une convocation pour le 22 octobre, afin de recevoir un avertissement ou un rappel à la loi.

Les forces de l'ordre lui font savoir dans le même temps que sa garde à vue aurait été demandée par le procureur qui avait déjà requis les mesures de son contrôle judiciaire en août.

Ñ Acte III

Depuis un mois, le centre de formation qui suit Saïd lui a trouvé un nouveau travail sur Vichy.

Une attestation lui a été délivrée, à lui ainsi qu'à son avocat, document administratif l'autorisant à y travailler sans que cela ne porte atteinte à son contrôle judiciaire.

Plusieurs fois durant ce mois, il est contrôlé par les forces de l'ordre à Vichy. Chaque contrôle donne lieu à un appel au procureur qui le laisse repartir libre.

Pourtant, jeudi 23 décembre, alors qu'il est sur son lieu de travail, Saïd est interpellé.

On lui reproche le non respect de son contrôle judiciaire et sa présence qui serait non justifiée à Vichy.

L'attestation du centre de formation qui précise pourtant bien qu'il y travaille n'est jamais arrivée sur le bureau du procureur...

Un simple oubli, une erreur administrative, mais qui suffit à ce que Saïd soit immédiatement incarcéré.

Ñ Comment ne pas penser qu'il s'agit une fois de plus d'un véritable acharnement judiciaire ?

Que cette date n'est qu'un malheureux hasard, sachant que l'attestation, du fait des fêtes de fin d'année, ne pourra pas être enregistrée avant le 3 janvier ?

Que c'est en réalité son opposition aux mesures gouvernementales plus autoritaires que réellement sanitaires qui lui sont reprochées ?

Que comme toujours c'est la peur et la répression qu'utilise l'état pour que les gilets jaunes se tiennent sages ?

Ñ Saïd est détenu depuis 5 jours à la prison de Moulins-Yzeure.

Il y a passé Noël loin de ses proches, il y passera le réveillon du 1er de l'an loin de ses amis.

Une incarcération totalement absurde.

✦ Soutien à Saïd.

Soutien à Tous Organismes #SIF

Soutien aux prisonniers, qu'ils soient politiques ou non ☹

TAZZER POUR AVOIR DANSER !

Il y a quelques jours à Paris, quelques personnes étaient réunis sur les quais, en extérieur, pour danser. La police est venue pour disperser le rassemblement, à coup de menace de verbalisation... Puis de tazer ! Une personne a été interpellée.

[Video](#) - Source DJ Harrachi

(posts de Cerveaux non disponibles)

LES PÈRES FOUETTARDS A L'HÔPITAL

Opération de communication auprès des enfants malades pour Noël. A Marseille, l'association « Partenaires Police 13 » a fait venir des policiers et des CRS à l'hôpital, dans le service pédiatrique, en prenant soin d'inviter la presse. « Des peluches et des doudous pour les bébés et, pour les plus grands, la poupée Barbie infirmière ou le Playmobil policier » ont été distribués explique le journal « La Provence ».

Dans l'article, l'association insiste : elle adresse « mille mercis à nos héros de tous les jours, policiers et collègues de la Sécurité publique et de la Compagnie républicaine de sécurité de Marseille, qui n'ont pas hésité à se rendre au chevet des enfants et, d'assurer de tout notre soutien le personnel hospitalier qui veille sur eux. »

Curieuse façon d'apporter du soutien : cette opération de com' met davantage en valeur les policiers que les enfants touchés par la maladie. Le manque criant de moyens pour l'hôpital public, alors que les forces de répression croulent sous les budgets supplémentaires n'est même pas évoqué.

Rappelons qu'à Marseille, de nombreuses affaires de violences policières gravissimes ne sont pas résolues, notamment la mort de Zineb Redouane, tuée chez elle par un tir de grenade, de Souheil, abattu par balles, ou encore de Maria, visée par un LBD et tabassée au sol lors d'une manifestation, au point de garder des séquelles à vie.

Ces dernières années, la police fait sa propagande partout : dans les salles de classe, lors « d'ateliers en plein air », sur les plateaux de télévision, et même dans les hôpitaux. Aucune autre profession ne met autant de moyens pour redorer son blason en organisant de telles initiatives auprès des médias et du public. Ce type d'opération à l'apparence innocente et sympathique porte un nom : la « contre-insurrection ». Une doctrine jadis utilisée dans les colonies. La « contre-insurrection » repose à la fois sur une répression violente des opposants, mais aussi des initiatives de propagande envers la population, par exemple des actions caritatives, une médiatisation positive ou autre. Il s'agit de neutraliser la contestation en isolant les contestataires du reste de la population, à travers des actions de séduction du public qui légitiment les garants du maintien de l'ordre.



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Tirer au LBD dans le dos sur des manifestants qui fuient, pourquoi s'en priver ?

29 DÉCEMBRE 2018 : ADRIEN FRÔLE LA MORT, APRÈS UN TIR POLICIER DANS LA TÊTE

- Trois ans après cette tentative d'homicide, la justice n'est pas rendue -

C'était il y a 3 ans jour pour jour à Nantes. Souvenir terrible. Le 29 décembre, des milliers de Gilets Jaunes descendent de nouveau dans la rue. C'est une grosse manifestation, surtout pour une période de fêtes. Devant la Préfecture, la police a carte blanche pour casser la mobilisation le plus vite possible. Nombreux tirs de grenades lacrymogènes. **La foule recule. Les agents de la BAC tirent des balles en caoutchouc sur des personnes qui s'éloignent et leur tournent le dos. Des tirs par derrière, sur une foule en fuite, Cours des 50 Otages.**

Adrien, 22 ans, venu de Saint-Nazaire, s'effondre. Une balle lui a frappé l'arrière du crâne avec une violence inouïe. Marre de sang sur l'asphalte. Les CRS s'empressent de charger, très violemment, pour éloigner les témoins. Le blessé, inconscient, est frappé au sol à coups de matraque. Une personne venue porter secours est arrêtée. Fracture du crâne, hémorragie cérébrale, fracture de l'orbite, de la mâchoire droite... Adrien tombe dans le coma. La flaque de sang est si terrifiante qu'un bruit se met à courir : la police a tué un Gilet Jaune. Ce n'est heureusement pas le cas, mais il frôle alors la mort. Des pompiers, dépêchés sur place, s'empressent de faire disparaître la tâche rouge du boulevard.

Adrien passera 5 jours en réanimation. Il participait pour la deuxième fois de sa vie à une manifestation. Il ne représentait aucun danger, la police a tiré pour l'exemple. Un agent cagoulé a tranquillement ajusté le tir de son arme à hauteur de sa tête, et pressé sur la détente. **« Dites moi où est l'honneur quand on frappe en pleine tête, de dos, un jeune à terre ? Expliquez-moi pourquoi lorsqu'il gisait à terre, dans son sang, inconscient, secoué par des convulsions provoquées par le choc et la fracture crânienne, on continuait à le battre ? »** se demandait sa belle-mère.

Trois ans plus tard, Adrien garde de graves séquelles. Il avait expliqué en 2020 : « Ce qui me manque ? Un bout de crâne. Je vais de moins en moins bien. Avant, j'avais une vie un peu tranquille. Maintenant, je ne dors plus, je fais des crises épileptiques

À la fin de l'année 2018, alors qu'un espoir de changement social était porté par l'onde de révolte des Gilets Jaunes, l'État français a poussé le curseur de la violence loin dans la sauvagerie. Des milliers de blessés, des milliers d'arrestations, des dizaines de personnes mutilées à vie. Cela fait trois ans, Adrien et sa famille

attendent toujours justice. Comme toutes les « gueules cassées » de la répression. Comme tous les mutilés pour l'exemple.



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Des grenades en guise de cadeaux

POUR LES FÊTES, LA POLICE GRENADE LES EXILÉS À CALAIS

Hier matin, jeudi 30 décembre 2021, un déluge de munitions a été tiré sur les exilés à Calais. **L'association Utopia 56 décrit un « déferlement de violences », avec du gaz et des tirs de balles en caoutchouc par un très important dispositif de CRS. « Un État qui a tout face à des personnes qui n'ont rien ». Lors de l'expulsion, 32 tentes ont été volées par les forces de l'ordre, et d'autres détruites.**

Une membre du « réseau inter-associatif Human Rights Observers » évoque plusieurs personnes blessées par la police et transportées à l'hôpital. Ce qui a déclenché ces violences, c'est l'expulsion en plein hiver d'un campement de fortune où survivaient 200 personnes. « Les agents de nettoyage avaient pour ordre de tout saisir », a-t-elle poursuivi. Voilà la priorité de l'Etat français : persécuter à coups de grenades des exilés dans des tentes, entre Noël et le Réveillon. L'affaire est tellement honteuse que les médias les plus minables ont récité le scénario des autorités : des prétendus « affrontements » durant lesquels des CRS auraient été « blessés ».

Rien que sur cette photo prise par l'association Utopia 56, on peut voir de nombreuses grenades lacrymogènes et 7 grenades à main de désencerclement de type GENL, qui ont été lancées. Pour rappel, ces grenades sont sensées être utilisées, comme leur nom l'indique, pour se désengager et sont des armes de légitime défense. Ici, les CRS les ont utilisées comme des armes de combat et de terreur, ce qu'elles sont.



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Des policiers armés en civil voyagent gratos dans les trains

À PARTIR D'AUJOURD'HUI (1er janvier), LES POLICIERS ONT LE TRAIN GRATUIT S'ILS SONT ARMÉS

- La mesure coutera 100 millions d'Euros par an d'argent public -

A parti d'aujourd'hui, si vous voyez un type armé dans un train, considérez qu'il s'agit de la nouvelle normalité en France. C'est un policier. Le gouvernement a fait passer il y a quelques jours un décret permettant la gratuité des voyages en train des policiers. Dès le 1er janvier 2022, les trajets domicile-travail sont gratuits pour les forces de l'ordre, et en 2023 ce seront les trajets privés qui seront également gratuits. Coût de la mesure : 100 millions d'Euros par an, selon Le Canard Enchaîné.

Gérald Darmanin a posé une condition à ce cadeau exorbitant : il faut que les agents soient armés dans les trains, et se signaler au chef de bord. Un flingue et une carte de police équivaut à un passe droit. Le ministre s'est félicité sur Twitter d'un partenariat gagnant/gagnant qui permettrait de « sécuriser les trains et faciliter la vie de nos policiers ». Sans blague. Des milliers de Sig Sauer vont donc se promener dans les wagons.

Port d'armes autorisé partout, primes comme s'il en pleuvait, pas de réforme des retraites, violences autorisées et même encouragées, pas d'obligation vaccinale et maintenant billets gratuits : le gouvernement a créé une nouvelle classe d'ultra-privilégiés. Comme au temps des rois et des empereurs, la garde prétorienne a littéralement tous les droits et aucun devoir. Les gardiens de l'ordre bénéficient de tous les avantages, et sont héroïsés au quotidien par la propagande médiatique. Qui peut encore tolérer des injustices aussi flagrantes ?

ÊSONDAGES : LA FABRIQUE DE L'HORREUR

« 51% des français pour l'arrêt de la prise en charge des non vaccinés à l'hôpital » explique la chaîne d'extrême droite CNews. « 58% des Français sont favorables à un confinement des non vaccinés comme en Autriche » relaie le Journal du Dimanche. Les médias dominants financent des sondages ignobles, et fabriquent la figure du

bouc-émissaire : « le non-vacciné ». Privé de vie sociale, privé de droits fondamentaux, il faudrait désormais le laisser mourir. On se demande quand un institut de sondage va tester la proposition de faire interner les non vaccinés dans des centres fermés.

▫ On savait que les sondages étaient une effroyable machine servant à faire accepter le pire en posant des questions toujours plus infâmes. Ici, ces sondages sur les « non-vaccinés » montrent qu'une majorité de la population a perdu pied, perdu contact avec la raison, mais aussi avec des valeurs élémentaire. Comme si, à mesure que les punitions du pouvoir se succèdent, il fallait trouver une victime expiatoire plutôt que de s'en prendre aux vrais responsables. Le gouvernement a gagné : maquillé ses erreurs et sa stratégie criminelle en faisant porter la responsabilité à une petite minorité de personnes.

▫ Alors voici notre sondage. Celui que les médias des milliardaires ne feront jamais :

- ▶ Faut-il soigner les irresponsables qui ont supprimé des milliers de lits ces dernières années ? Faut-il laisser en vie cette classe politique qui tue les droits sociaux, les libertés, et la santé publique ?

SAMEDI 8 JANVIER A NANTES : VIOLENCES ORDINAIRES DE LA POLICE

La police nantaise a commencé l'année de la même manière qu'elle a terminé la précédente. Dans la brutalité et l'impunité. Sous la pluie et les bourrasques, plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi dernier contre le « pass vaccinal » et le contrôle technopolicier de nos vies. Une manifestation plutôt calme. Mais vers 17H, les forces de l'ordre, relativement discrètes jusque là, ont reçu l'ordre de mettre fin à la contestation. Une pluie de grenades lacrymogènes s'est abattue sur le cortège devant la gare. Puis au niveau de Bouffay. Alors que la nuit commençait à tomber, des violences policières ont eu lieu. **Une femme a notamment subi un plaquage ventral sans raison.** Elle racontait à chaud :

« Fin de manif, contrôle qui dérape sans raison, j'ai été mise à terre, face contre terre dans l'eau, sac vidé dans l'eau. Je sors des urgences, léger trauma crânien, et douleurs partout ». Elle précise : « on était 4 à discuter tranquille, on voyait les fourgon aller du CHU vers le cours des 50 Otages. Ils se sont arrêtés et nous on encerclée en 1 minutes. Au corps à corps en gueulant 'contrôle'. Mais sur le coup on a pas compris. Je ne voulais pas qu'ils me touchent. Ils m'ont attrapée, plaquée au sol, écrasé la tête et le torse et tenu les jambes, il m'ont fait une clé de bras. Ce bras a déjà été démoli de la même manière il y a 5 ans. Je l'ai crié qu'ils me faisaient mal. Ils ont vidé mon sac par terre. Vidé ma gourde, mis les fruits par terre.... Puis c'est tout. Pas de contrôle d'identité... ». Une vidéo prise par des témoins confirme ce témoignage. Le lendemain, cette manifestante molestée avait des douleurs « partout », et expliquait la peur qu'elle avait ressentie.

Cette lectrice n'est pas la seule. Une manifestante a également reçu un tir de LBD dans la jambe. Alors qu'elle défilait tranquillement, elle a reçu l'impact de balle en caoutchouc, à proximité de la gare. La photo, diffusée le soir même sur les réseaux sociaux, montre un fort hématome.

Ces violences sont malheureusement devenues ordinaires au fil des années, à Nantes comme dans le reste de la France. C'est la normalité pour celles et ceux qui contestent, qui sortent des normes. Ne nous habituons pas à ces scènes, organisons notre propre protection.



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Toujours plus de flics et de matos pour la répression : les seules promesses tenues (avec les cadeaux aux riches)

MACRON ANNONCE LE RENFORCEMENT EXPONENTIEL DE L'ÉTAT POLICIER

- ▶ Bientôt un français sur deux chargé de réprimer l'autre moitié de la population ?

Emmanuel Macron lance sa campagne sur un ton autoritaire et policier. De la même manière qu'il a gouverné. Le temps du « barrage », qui a permis de le faire élire par un coup de poker il y a 5 ans est bien loin. Le président/candidat s'est déplacé à Nice lundi 10 janvier, pour parader aux côtés du sarkozyste Christian Estrosi, le maire qui a truffé sa ville de caméras, accompagné par son ministre d'extrême droite Gérard Darmanin. Un déplacement destiné à faire des annonces ultra-répressives :

- ▶ Le doublement du « nombre de policiers sur le terrain »
- ▶ L'augmentation de leur rémunération
- ▶ La création d'unités spéciales dans les quartiers
- ▶ Le durcissement de la politique aux frontières
- ▶ Une présence policière renforcée dans les transports
- ▶ 1 500 cyberpatrouilleurs supplémentaires et l'équivalent numérique de « l'appel 17 » pour que les citoyens puissent dénoncer les « cyberattaques »

Et surtout :

- ▶ Un budget de la sécurité augmenté de 15 milliards d'euros sur cinq ans, dans le cadre d'un projet de loi qui sera présenté en mars. Soit une hausse de 25% par rapport au budget actuel déjà colossal, et sans cesse relevé ces dernières années. Le budget 2022 qui était déjà un record avec 1,5 milliard d'euros supplémentaires dédiés à la sécurité. Macron veut le faire exploser. Il n'y a plus aucune limite : argent illimité pour la police. Les enseignant-es et les soignant-es qui n'ont pas le minimum pour travailler dans des conditions vivables pour cause de manque d'argent magique apprécieront.

En clair, après 5 années de règne par la matraque, la grenade et l'état d'urgence, Macron annonce encore un accroissement sans précédent des moyens pour la répression. Sur fond de contrôle numérique de la population et de répression de tout ce qui bouge, le pouvoir veut installer un monde totalitaire, de contrôle absolu. Réveillons-nous de ce cauchemar !

(posts de Nantes Révoltée)

4Paris - 8 janvier 2022

Comme à son habitude la police, et notamment la BRAV-M, ont terrorisé le cortège contre le pass vaccinal.

► [Vidéo - Images Clément Lanot](#)

LA POLICE DISSIMULE DES PREUVES ! " - UNE GRENADE LACRYMOGENE DANS UN APPARTEMENT AVEC ENFANTS

► Les CRS entrent dans l'immeuble pour faire disparaître les restes de grenade

La scène a eu lieu ce samedi 8 janvier 2022 à Lyon. Les CRS ont tiré des grenades pour réprimer la manifestation contre le « pass vaccinal » près de la place de la Comédie, dans le 1er arrondissement de Lyon. Un tir de grenade a touché un appartement du 3e étage d'un immeuble occupé par une mère et ses trois enfants.

Les images, impressionnantes, montrant un panache de fumée chimique sortant par la fenêtre rappellent inévitablement le décès de Zineb Redouane à Marseille : le 1er décembre 2018, l'octogénaire avait reçu une grenade en pleine tête alors qu'elle était à sa fenêtre, et était morte peu après.

Plus grave, les CRS se sont empressés de faire ouvrir les portes de l'immeuble pour rentrer dans l'appartement ? Pour porter secours ? Pas vraiment, les images montrent un CRS qui a visiblement fouillé l'appartement, et qui jette par la fenêtre les débris de grenade à ses collègues. Pour faire disparaître les traces ?

► [Vidéo de Adrien Arbl](#) - Texte Nantes Révoltée

éê En Allemagne, la police a utilisé illégalement les données de l'application « Luca

éê En Allemagne, la police a utilisé illégalement les données de l'application « Luca » (équivalent allemand de TousAntiCovid) pour identifier les clients d'un restaurant.

Alors que les enquêteurs de Mayence travaillaient sur un décès lié à une chute mortelle d'un client sortant d'un restaurant, ils ont sollicité l'obtention des données de l'application « Luca » afin de trouver des témoins du drame.

Bien qu'ils ne disposaient pas d'une base légale pour y avoir recours, l'autorité judiciaire admet leur avoir donné le feu vert. « Elle invoque aujourd'hui une mauvaise lecture du texte de loi sur la protection contre les infections. » (Le

Parisien)

En France, des critiques ont été formulées par des chercheurs et par la CNIL contre le « solutionnisme technologique ». En outre, il est reproché à l'Etat de ne pas effectué l'évaluation scientifique demandée par la CNIL de l'outil qu'il déploie afin de prouver de son efficacité.



Chronique du système policier français : rodéo militaire, sécurité privée, vroom vroom, fête & danse interdite, contrôles au ciné, armés dans les trains, crédit social... Un pass policier indispensable ..à une société policière, productiviste et industrielle

4è- DE L'ACCÈS AUX BARS, A L'ACCÈS AUX DROITS ÉLÉMENTAIRES : Un début de crédit social ?

Il faut se rendre à l'évidence. Le socle de nos libertés fondamentales, inscrites dans les Droits de l'Homme ou dans le droit tout court, ne nous aide pas beaucoup à freiner les exigences des pouvoirs politiques et financiers. De la détérioration des droits sociaux au pass vaccinal, en passant par la loi de Sécurité Globale ou la reconnaissance faciale... les droits descendent en flèche et le pouvoir de la police ne cesse d'augmenter pour imposer des nouveaux devoirs. Pendant ce temps, les sorties médiatiques des dirigeants esquissent un basculement de société inspirant la plus grande méfiance. Si le terme de crédit social chinois est dans beaucoup d'esprits pour évoquer la société vers laquelle on tend, nous allons voir ce qu'il est vraiment et comment il s'est imposé en Chine. Loin du repoussoir étranger que les médias en font, nous verrons qu'il s'inspire de la doctrine néolibérale et que ses formes sont à l'oeuvre dans nos sociétés occidentales.

Le 31 décembre 2021, Macron déclarait pendant sa présentation des voeux que « les devoirs valent avant les droits ». Quelques jours plus tard il fait une autre sortie fracassante dans une interview au Parisien, déclarant « qu'un irresponsable n'est plus un citoyen ». Ces deux phrases dites à propos de la vaccination avouent l'ambition d'un changement radical de société qui dépasse largement le cadre épisodique d'une gestion sanitaire. Elles laissent comprendre qu'il souhaite un régime qui évaluerait les citoyens selon une morale que lui même aura défini et qui pourrait les déclasser si besoin.

Au delà des mesures coercitives déjà annoncées à l'encontre des non vaccinés, il faut clairement y voir un changement de paradigme politique, un chantage pour nous faire accepter l'inacceptable. Le pass sanitaire et encore plus vaccinal s'imposent comme de nouvelles conditions pour avoir accès à des droits élémentaires. Ce qui n'était au départ qu'un droit d'accès aux bars et aux restaurants s'étend plus largement. Au Canada, il est prévu de supprimer les allocations chômage aux non-vaccinés. Pendant qu'en France, des voix s'élèvent pour un système de soin à deux vitesses pour les non vaccinés. Jusqu'où ira la honte ?

De plus en plus de libertés fondamentales semblent vouées à devenir illégales, voire simplement à disparaître. Le droit de circulation l'est déjà devenu depuis longtemps pour une partie de l'humanité qui risque sa vie en migrant,

faute d'avoir les bons papiers. Des structures internationales comme Frontex s'assurent que le droit de circuler n'en soit pas un pour tout le monde. Aujourd'hui, la discrimination des non-vaccinés, à l'heure où la moitié du monde ne l'est pas, rendra illégales un bon nombre d'habitudes sociales pour certains. Le rapport entre les non vaccinés et les migrants nous direz vous ? C'est que le système se nourrit de la division et d'un droit à deux vitesses. C'est comme ça qu'il règne et que beaucoup se laissent prendre au jeu... Être un citoyen dans les clous aujourd'hui, ne garantit pas que vous le serez demain.

ICE QUI MOTIVE LE TOUT SÉCURITAIRE

Follow the money. (Suivez l'argent) ,

Dans cette partie nous allons nous pencher sur le rôle de l'autoritarisme. En pleine explosion dans les pays occidentaux, nous tirons l'hypothèse qu'il est intimement lié avec les exigences grandissantes de l'économie dans un monde de plus en plus contesté. Les dirigeants voient très probablement dans l'industrie sécuritaire et les lois liberticides les parfaits outils de contrôle pour rassurer les marchés. En pleine pandémie de surcroît, n'est t'il est vital pour l'économie d'avoir des outils lui permettant de faire fonctionner les échanges ? De faire tourner la machine quand elle menace de s'arrêter. C'est la fonction fondamentale du pass sanitaire, puis vaccinal. Fluidifier l'économie pour rassurer les marchés.

ÈO L'EXEMPLE CHINOIS

Ceci n'est pas sans rapport avec le crédit social chinois qui existe officiellement depuis 2014. Au départ, le crédit social naît dans les années 2000 d'une volonté de réguler l'économie chinoise qui souhaite garder le contrôle alors qu'elle est ouverte à l'économie de marché mondiale. Son plan initial est d'assainir le crédit chinois en le dotant d'une base de données nationale détaillée, afin de démocratiser, faciliter et sécuriser les prêts et les échanges financiers, notamment pour les bas revenus qui ont beaucoup recours à l'économie souterraine. C'est une sorte de contrat de confiance destiné à agréger le maximum de citoyens et d'entreprises dans une société de contrôle par le crédit.

Son ambition est largement élargie par la suite à la récolte de tout un tas de données, toujours pour fluidifier l'économie. Un organisme de crédit privé avait donné le ton avant 2014. Le Crédit Sésame : Ainsi "les clients qui disposaient d'un bon score de Crédit Sésame étaient dispensés de caution au moment de louer une voiture ou un vélo, ou pouvaient recevoir une meilleure visibilité sur l'application de rencontres." (Le système de crédit social chinois : miroir pour l'Occident, Clémence de Gail). Des techniques finalement très proches de ce qu'on connaît du néo-libéralisme occidental...

Mais la Chine ne s'est pas arrêtée là et a largement assis l'emprise étatique sur le secteur privé. Plusieurs institutions sollicitées au départ ont été écartées. Le gouvernement chinois s'est même présenté en garant de la protection des données personnelles contre les abus que pouvaient faire le secteur privé.

Si l'objectif a toujours consisté par la suite à donner confiance dans l'économie chinoise, avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2013 le crédit prend très vite la fonction d'un outil pour instaurer le socle d'une « morale sociale » et faire appliquer la loi partout. Aux citoyens, aux entreprises et aux institutions publiques par le biais d'un système de notation. Il recouvre un aspect économique, sécuritaire et se veut un outil moderne du maintien de la bonne morale tout en s'inspirant des moeurs culturelles. Il devient vite un vecteur de propagande définissant le bon citoyen en ayant recours à des notions de patriotisme et de civisme. Les informations contenues dans ce crédit social forment au final ce qui pourrait s'apparenter à une réputation. C'est cette réputation qui déterminera vos conditions d'accès à un crédit, à un logement ou à un job, avec des nuances et des critères variant selon les localités. En parallèle de ça, il existe aussi des listes rouges ou noires qui sont encore une autre couche de contrôle social pouvant en venir au "shaming". C'est ce qu'on a pu voir fin décembre avec les 4 citoyens exposés à l'humiliation publique en combinaisons blanches dans les rues de Jingxi. Ils étaient accusés d'avoir laissé passer des migrants en dépit de la

fermeture des frontières dues aux restrictions sanitaires.

I SOCIÉTÉ DE LA TRANSPARENCE ET DE LA CONFIANCE : LES FAUX AMIS 8

La notion de réputation est une base dans la transparence du système des crédits à travers le monde. Elle n'est pas propre à la Chine. Avec l'avènement du digital et des big datas, elle a passé un stade supérieur. Les données sur nous même nous échappent, dans un monde où la notion d'anonymat est en train de disparaître. L'État chinois a su vite en tirer parti.

Il faut comprendre ici que le système de crédit donne le ton en matière de vie privée numérique, et ce partout dans le monde. La viabilité des marchés financiers tient sur des notions de confiance et de transparence via la récolte de données privées, personnelles ou étatiques massives permettant de prévoir les risques, d'anticiper, de savoir quand investir ou quand rémunérer les actionnaires par exemple. Beaucoup d'États, comme la France, travaillent à augmenter cette transparence. Les politiques de transparence sont en général asymétriques. Alors qu'elles sont chargées de récolter toujours plus de données citoyennes, l'État n'est pas pour autant plus lisible aux yeux des citoyens.

Le cas chinois nous permet de voir à quel point le système économique commande des outils politiques et sociaux permettant de le rassurer. C'est une des fonctions du crédit social chinois et il nous paraît évident que c'est aussi la fonction des pass sanitaire et vaccinal. La venue de ces outils de régulation tombe à point nommé dans un contexte des plus incertains où la défiance envers les pouvoirs est grande et représente une source d'instabilité. Surtout en pleine pandémie. Le pass vaccinal ou sanitaire est un gagnant-gagnant entre le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Le crédit social chinois est régulièrement utilisé comme repoussoir par les médias occidentaux, faisant de la Chine un bouc émissaire. S'il n'y a rien à redire aux critiques sur l'aspect totalitaire d'un tel système, il faut voir que bien des aspects du crédit social chinois sont des techniques de gestion largement inspirées par les secteurs privés des entreprises occidentales attribuant des scores à leurs clients. C'est bien sûr le cas des assurances, mais il y a des domaines où le public lui même est pro-actif en la matière et participe à son propre flicage. Il en va des notes des chauffeurs Uber, des avis AirBnB et nos interactions sur les réseaux sociaux, notamment quand on y donne des informations qui pourront être contrôlées par le fisc (Loi de finances 2020).

Un des épisodes les plus connus de la série Black Mirror, où les personnages se notent mutuellement et déterminent ainsi le rang social de chaque personne, a beaucoup été commenté comme une critique de la société chinoise alors qu'il faut plutôt y voir la pente glissante vers laquelle sont en train de tomber les sociétés occidentales.

Nous donnons une quantité folle de données aux entreprises privées et l'État se dit littéralement « pourquoi pas moi ». Toutes les données de prévisions comme le Health Data Hub (mis en suspens par la CNIL. Les données étaient hébergées par Microsoft) ou plus récemment le Crisis Data Hub consistant en un projet de croisement de données massives en cas de crises, sont indéniablement des initiatives en ce sens auxquelles la crise sanitaire vient donner une forte impulsion en permettant comme jamais aux pouvoirs de prendre le pouls de la société. Cela nous rend plus lisibles que jamais, pour le plus grand bonheur de l'économie. Rappelons qu'en Mars 2020, nous apprenions par la presse qu'Orange utilisait les données de géolocalisation de millions d'utilisateurs pour évaluer l'effet du confinement.

Le pass sanitaire, lui, fournit un indicateur sur le taux d'approbation d'une société à se plier à des échanges économiques régulés de près en temps de pandémie. C'est comme si l'État disait : « avec le pass nous pouvons faire fonctionner la société à tel niveau de rendement et avec tel degré d'acceptabilité des morts ». Il est censé rassurer l'économie à un instant T que le futur proche ne sera pas fait d'un nouveau confinement réduisant le volume

des échanges. Il permet donc de faire des prévisions économiques. Il faut le voir comme un gage donné par l'État. Qu'il soit efficace ou pas sanitaire n'est même pas la question.

En outre, il offre une opportunité inespérée pour l'industrie techno-sécuritaire dans le développement et le renforcement d'une société d'accès conditionnés. Libre ensuite aux politiciens et leurs lobbies de déterminer la nature des accès et des conditions. S'il fallait prendre un exemple, Alicem est un projet gouvernemental conditionnant l'accès aux services sociaux par une carte d'identité numérique possédant nos données biométriques telles que la reconnaissance faciale.

Le pass est un signe fort pour bon nombre de marchés qui n'en sont encore qu'à leurs balbutiements.

I SOCIÉTÉ DE MALADES, SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE

Il se peut que le système économique mondial ait trouvé une zone de fonctionnement idéale avec la pandémie. Une société de malades implique la prise de température permanente de l'ensemble des individus, et donc d'un ensemble de données visant à rassurer les calculs et les prévisions de l'économie.

Il va sans dire que le processus d'acceptation d'un tel dispositif implique son niveau de chantage et de propagande. Au delà de l'aspect économique qu'il encourage et dont il nous rend dépendant, le pouvoir politique y tire un profil qui lui permet de façonner la société. C'est une façon d'étendre son influence au niveau moral et sécuritaire. Les appels au civisme, à l'effort commun et les menaces coercitives participent à un endoctrinement auquel il est difficile d'échapper. Refuser le contrôle par le pass vous relègue immédiatement au ban de la société dans un contexte où le gouvernement vous expose à une forme d'humiliation sociale. Même si beaucoup de poches de résistance se sont développées pour contourner le pass, ou s'organiser sans... Et tant mieux.

Vu l'incapacité du vaccin à endiguer la pandémie à lui tout seul, il est évident que l'entêtement du gouvernement à imposer le pass vaccinal est d'ordre idéologique. Et il n'y a rien d'étonnant à ça. L'approche néolibérale conditionne le rôle de l'État à n'intervenir que lorsque l'économie est en présence de risques externes. Son rôle est de régler ce qui pourrait l'entraver. L'État rend l'économie plus fluide. On peut voir ici l'expression d'une véritable pensée unique, voire d'un parti unique, qui gouverne depuis au moins 30 ans.

Il faut regarder la société de contrôle avec la même froideur qu'elle nous regarde. Si complot il y a, il est littéralement sous nos yeux. Le contrôle ne vise pas des plans secrets, il se soucie de nous et vient à notre chevet pour savoir quel est le niveau maximum de rendement qu'il pourra obtenir de nous. De celles et ceux qui font tourner la machine.

Nous n'avons pas d'autres raisons d'être anti-capitalistes et de vouloir la chute d'un tel système.

Les plus optimistes pourraient dire : "ça va, il suffit juste de faire un vaccin et on n'en parle plus". Mais on voit bien que l'instauration des pass est une question à part de celle des vaccins. Dans un monde en perpétuelle crise, on peut être sûr que l'approche néolibérale des États va continuer d'imposer ses indicateurs, comme le pass en est un, et qu'ils seront à chaque fois de nouvelles conditions pour accéder à la citoyenneté. Imaginez quelles seront ces nouvelles conditions quand les États feront mine d'affronter les risques liés au réchauffement climatique...

Les prochains outils coercitifs seront vendus comme les seuls moyens de faire face aux crises avec des arguments tels que "il faut construire une société de la confiance", "la transparence de nos données est la condition pour un monde plus sûr", "chaque citoyen doit être responsable face aux crises que nous traversons", "les devoirs passent avant les droits", "la société de la vigilance combinée aux futures Smart Cities nous permettront d'adopter la sobriété énergétique dans un monde en crise climatique." Autant de blabla pour en arriver à une société de contrôle parfaite. Au delà de façonner le citoyen responsable, c'est l'achèvement du projet capitaliste, considérant les milliards d'individus comme une ressource ajustable dont la fonction est d'obtenir le meilleur rendement économique à toute époque et selon les crises que ne manque pas de provoquer le système.

On aurait tort de s'attendre à autre chose d'un monde qui fait de l'économie et de l'enrichissement les seules aventures possibles. Une question nous semble alors évidente. Plus que de savoir comment nous irons sur Mars, on ferait mieux de se demander comment se faire confiance à plusieurs milliards d'individus en dehors des règles de soumission qu'imposent ceux qui ont de l'argent sur ceux qui n'en n'ont pas.

(posts de Cerveaux non disponibles)